

Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio
Herausgeber: Staatssekretariat für Wirtschaft
Band: 37 (1919)
Heft: 65

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 04.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Bern
Mittw., 19. März
1919

Schweizerisches Handelsamtsblatt

Berne
Mittw., 19. März
1919

Feuille officielle suisse du commerce - Foglio ufficiale svizzero di commercio

Erscheint 1-2mal täglich

XXXVII. Jahrgang - XXXVII^{me} année

Paraît 1 ou 2 fois par jour

N° 65

Redaktion u. Administration im Schweiz. Volkswirtschaftsdepartement -
Abonnements: Schweiz: jährlich Fr. 16.20, halbjährlich Fr. 8.20, vierteljährlich
Fr. 4.20 - Ausland: Zuzahlung des Porto - Es kann nur bei der Post abonniert
werden - Preis einzelner Nummern 15 Cts. - Annoncen-Regie: Publicitas A.G.
- Insertionspreis: 50 Cts. die sechsgepaaltete Kolonnezeile (Ausland 65 Cts.)

Rédaction et Administration au Département suisse de l'économie publique -
Abonnements: Suisse: un an fr. 16.20, un semestre fr. 8.20, un trimestre
fr. 4.20 - Etranger: Plus frais de port - On s'abonne exclusivement aux
offices postaux - Prix du numéro 15 Cts. - Règle des annonces: Publici-
tatis S. A. - Prix d'insertion: 50 cts. la ligne (pour l'étranger 65 cts.)

N° 65

Inhalt: Konkurse. - Nachlassverträge. - Abhanden gekommene Wertpapiere. - Handelsregister. - Fabrik- und Handelsmarken. - Österreichische Noten. - Ausfuhr nach Holland über Frankreich-England. - Postcheckverkehr mit Grossbritannien. - Diskontsätze und Wechselkurse.
Sommaire: Faillites. - Concordats. - Titres disparus. - Registre de commerce. - Marques de fabrique et de commerce. - Billets de banque austro-hongrois. - Approvisionnement della carta per il paese. - Consumo della carta. - Importation en Suisse et dans les pays neutres du Nord. - Exportation à destination des Pays-Bas, via France-Angleterre. - Service des chèques pour la Grande-Bretagne. - Taux d'escompte et cours des changes.

Amthlicher Teil - Partie officielle - Parte ufficiale

Konkurse - Faillites - Fallimenti

Konkursöffnungen - Ouvertures de faillites

(B.-G. 281 u. 282.)

(L. P. 281 et 282.)

Die Gläubiger der Gemeinschuldner und alle Personen, die auf in Händen eines Gemeinschuldners befindliche Vermögensstücke Anspruch machen, werden aufgefordert, binnen der Eingabefrist ihre Forderungen oder Ansprüche, unter Einlegung der Beweismittel (Schuldscheine, Buchauszüge etc.) in Original oder amtlich beglaubigter Abschrift, dem betreffenden Konkursamt einzuzeigen.

Besaglichen haben die Schuldner der Gemeinschuldner sich binnen der Eingabefrist als solche anzumelden, bei Straffolgen im Unterlassungsfalle.

Wer Sachen eines Gemeinschuldners als Pfandgläubiger oder aus andern Gründen besitzt, hat sie, ohne Nachteil für sein Vorzugsrecht, binnen der Eingabefrist dem Konkursamt zur Verfügung zu stellen, bei Straffolgen im Unterlassungsfalle; im Falle ungerechtfertigter Unterlassung erlischt zudem das Vorzugsrecht.

Den Gläubigerversammlungen können auch Mitschuldner und Bürgen des Gemeinschuldners sowie Gewährspflichtige beizuwohnen.

Les créanciers des faillites et ceux qui ont des revendications à exercer, sont invités à produire, dans le délai fixé pour les productions, leurs créances ou revendications à l'office et à lui remettre leurs moyens de preuve (titres, extraits de livres, etc.) en original ou en copie authentique. Les débiteurs du failli sont tenus de s'annoncer, sous les peines de droit, dans le délai fixé pour les productions.

Ceux qui détiennent des biens du failli en qualité de créanciers gagistes ou à quel- que titre que ce soit, sont tenus de les mettre à la disposition de l'office, dans le délai fixé pour les productions, sous peine de déchéance de leur droit de préférence, sans excuse suffisante.

Les endosseurs, cautionnés et autres garants du failli ont le droit d'assister aux assemblées des créanciers.

Kt. Zürich Konkursamt Wiedikon-Zürich 3 (341)

Gemeinschuldner: Geissberger, Otto, von Riniken (Kt. Aargau) mechanische Werkstätte, in Albisrieden.

Datum der Konkurseröffnung: 20. Februar 1919.

Erste Gläubigerversammlung: Freitag, den 21. März 1919, nachmittags 2½ Uhr, im Gasthof zum Falken, in Zürich 3-Wiedikon.

Eingabefrist: Bis 15. April 1919.

Kt. Basel-Stadt Konkursamt Basel-Stadt (361/2)

Gemeinschuldner: Niebergall, Siegfried, August, gew. Teilhaber der konkursierten Firma «A. Niebergall & Cie.», Rüttimeyerstrasse 35.

Datum der Konkurseröffnung: 17. März 1919, infolge Insolvenz-erklärung.

Ordentliches Konkursverfahren.

Erste Gläubigerversammlung: Freitag, den 28. März 1919, nachmittags 4 Uhr, im Gerichtshaus, Bäumleingasse 3, ebener Erde, rechts.

Eingabefrist: Bis und mit 19. April 1919.

Gemeinschuldner: Sprenger & Cie., Otto, Handel in chemisch-technischen Produkten, Bruderholzstrasse 18.

Datum der Konkurseröffnung: 12. März 1919, infolge durchgeführter Wechselbetreibung.

Ordentliches Konkursverfahren.

Erste Gläubigerversammlung: Freitag, den 28. März 1919, nachmittags 3½ Uhr, im Gerichtshaus, Bäumleingasse 3, ebener Erde, rechts.

Eingabefrist: Bis und mit 19. April 1919.

Ct. de Vaud Office des faillites du district de Lausanne (345)

Failli: Kramer, Wilhelm, fabrique d'appareils électriques «Secco», Petit Chêne 32, Lausanne.

Date du prononcé: 11 mars 1919.

Première assemblée des créanciers: Samedi, 29 mars 1919, à 2½ heures de l'après-midi, dans une des salles de l'Evêché, à Lausanne.

Délai pour les productions: 19 avril 1919.

Kollokationsplan - Etat de collocation

(B.-G. 249, 250 u. 251.)

(L. P. 249, 250 et 251.)

Der ursprüngliche oder abgeänderte Kollokationsplan erwächst in Rechtskraft, falls er nicht binnen zehn Tagen vor dem Konkursgerichte angefochten wird.

L'état de collocation, original ou rectifié, passe en force, s'il n'est attaqué dans les dix jours par une action intentée devant le juge qui a prononcé la faillite.

Ct. de Vaud Office des faillites du district de Lausanne (346)

Liquidation selon les règles de la faillite de la succession de Grumbach, Fernand, négociant, à Lausanne.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de la présente publication.

Ct. de Neuchâtel Office des faillites de Boudry (336)

Failli: Méroz, Ali, et The Magnét S. A., à Pesenex.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Ct. de Genève Office des faillites de Genève (354/5)

Failli: Sieur Henri Guigon, négociant en tabacs et épicerie, Rue de la Servette 88.

Société en nom collectif Wirths & Weber, fabrique de vis, à Châtelineau.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours, à dater de cette publication.

Pfandtitel einzusenden. Sollten sie dieser Aufforderung nicht nachkommen, so würde eine allfällige, durch die Versteigerung notwendig werdende Abschreibung oder Löschung im Grundbuche gleichwohl vorgenommen.

Die Steigerungsbedingungen liegen bei der obgenannten Behörde (Zimmer Nr. 14) vom 16. April 1919 an zur Einsicht auf.

Nachlassverträge — Concordats — Concordati

Nachlassstundung und Aufruf zur Forderungseingabe

(B.-G. 295—297 u. 300.)

Sursis concordataire et appel aux créanciers

(L. P. 295—297 et 300.)

Den nachbenannten Schuldners ist für die Dauer von zwei Monaten eine Nachlassstundung bewilligt worden.

Die Gläubiger werden aufgefordert, ihre Forderungen in der Eingabefrist beim Sachwalter einzubringen, unter der Androhung, dass die im Unterlassungsfalle bei den Verhandlungen über den Nachlassvertrag nicht stimmberichtig wären.

Eine Gläubigerversammlung ist auf den unten hierfür bezeichneten Tag einberufen. Die Akten können während zehn Tagen vor der Versammlung eingesehen werden.

Les débiteurs ci-après ont obtenu un sursis concordataire de deux mois.

Les créanciers sont invités à produire leur créances auprès du commissaire dans le délai fixé pour les productions, sous peine d'être exclus des délibérations relatives au concordat.

Une assemblée des créanciers est convoquée pour la date indiquée ci-dessous. Les créanciers peuvent prendre connaissance des pièces pendant les dix jours qui précèdent l'assemblée.

Kt. Graubünden Kreisgerichtsausschuss Oberengadin (349)
Schuldner: Steffani-Stoppa, P., St. Moritz.
Datum der Bewilligung der Stundung: 12. März 1919.
Sachwalter: Franc. Moggi, in Samaden.

Verlängerung der Nachlassstundung. — Prolongation du sursis concordataire.
(B.-G. 295, Abs. 4.) (L. P. 295, al. 4.)

Kt. Bern Konkurskreis Interlaken (351)
Die dem Lauener, Ulrich, Sohn, Hotelier zum «Des Alpes», im Schiltwald zu Wengen, erteilte Nachlassstundung mit Pfand- und Zinsenstundungsverfahren, ist gemäss Verfügung des Nachlassrichters von Interlaken vom 12. März 1919 um zwei Monate, d. h. bis 11. Mai 1919, verlängert worden.

Lanterbrunnen, den 14. März 1919.

Der bestellte Sachwalter: L. Stebler, Notar.

Kt. Graubünden Kreisgerichtsausschuss Oberengadin (350)
Schuldner: Pfr. Hoffmann, C., St. Moritz.
Datum der Verlängerung der Stundung: 2 Monate, d. h. bis zum 14. Mai 1919.

Verhandlung über den Nachlassvertrag — Délibération sur l'homologation du concordat

(B.-G. 304 u. 317.)

(L. P. 304 et 317.)

Die Gläubiger können ihre Einwendungen gegen den Nachlassvertrag in der Verhandlung anbringen.

Les opposants au concordat peuvent se présenter à l'audience pour faire valoir leurs moyens d'opposition.

Kt. Luzern Amtsgerichtswitzpräsident von Luzern-Stadt (359)
als erstinstanzliche Nachlassbehörde
Schuldner: Meyer, Charles, «Esperando», Agentur für Handel und Industrie, Luzern.
Tag, Stunde und Ort der Verhandlung: Montag, den 31. März 1919, vormittags 10½ Uhr, im Sitzungssaal des Amtsgerichtes von Luzern-Stadt.
Einwendungen gegen den Nachlassvertrag sind an der Verhandlung anzubringen.

Bestätigung des Nachlassvertrages — Homologation du concordat

(B.-G. 308.)

(L. P. 308.)

Omologazione del concordato

(E. L. 308)

Cl. del Ticino Circondario dei fallimenti di Mendrisio (353)
Con decreto 11/14 marzo 1919 il pretore di Mendrisio ha omologato il concordato proposto dal Mosconi, Angelo, prestinaio, in Chiasso. Colla presente pubblicazione cessano di conseguenza gli effetti della moratoria a sensi dell'art. 308 L. F. E. F.
Chiasso, 15 marzo 1919.

Il commissario del concordato:
Isidoro Antognini.

Pfandstundung

(Verordnung des Bundesrates betreffend Ergänzung und Abänderung der Bestimmungen des Bundesgesetzes über Schuldbeitreibung und Konkurs betreffend den Nachlassvertrag vom 27. Oktober 1917.)

Kt. Bern Gerichtspräsident II von Bern (352)
als erstinstanzliche Nachlassbehörde
Auflage des Expertengutachtens im Nachlassverfahren
Fahrni, Friedrich, von Eriz, Hotelier, wohnhaft gewesen Schanzeckstrasse 17, in Bern, nun wohnhaft im Kurhaus Stos 6b Brunnen (Vierwaldstättersee), Domizil verzeigend bei Ankenbrand & Cie., Bern, beabsichtigt, einen Nachlassvertrag abzuschliessen.
Dem Schuldner und seinen Gläubigern wird hiermit bekannt gegeben, dass das gemäss Art. 15 der zit. Verordnung eingeholte Expertengutachten zu ihrer Einsicht auf dem Richteramt II in Bern aufliegt und dass sie gemäss Art. 17 der gleichen Verordnung binnen 10 Tagen von dieser Publikation an beim Bundesgerichte das Begehren um Bezeichnung neuer Sachverständiger stellen können.

Abhanden gekommene Werttitel — Titres disparus — Titoli smarriti

Es werden vermisst:

1. Versicherungsbrief, Pfandprotokoll III, Nr. 900, datiert 14. September 1858, ursprünglicher Wert Fr. 800, jetziger Wert Fr. 300; ursprünglicher Schuldner: Josef Keller im Necker-Hemberg; jetziger Schuldner: Jakob Wild im Necker-Hemberg; ursprünglicher Gläubiger: Josua Kellers Witwe; letzter Gläubiger: Abraham Keller im Loch-Oberhelfenschwil.

2. Kaufschuldversicherungsbrief, Pfandprotokoll Band II, Fol. 255, datiert Oberhelfenschwil, den 19. November 1892, im Werte von Fr. 7078. 80. Ursprünglicher Kreditör: Josua Anderegg, Metzwil-Oberhelfenschwil; jetziger Kreditör: Witwe Anderegg-Büschs Erben in Metzwil-Oberhelfenschwil; ursprünglicher Debitör: Jean Anderegg, Metzwil-Oberhelfenschwil; jetziger Debitör: Hans Künzli, Metzwil-Oberhelfenschwil.

3. Kaufschuldversicherungsbrief von Fr. 1000, datiert Wattwil, 25. April 1893, Pfandprotokoll Nr. 21, Nr. 364, Seite 376. Ursprünglicher Kreditör: Joachim Forrer im Flotz-Wattwil; ursprünglicher Debitör: Rudolf Alder im Flotz-Wattwil.

Der oder die Inhaber vorgenannter drei Grundpfandtitel werden hiermit letztmals aufgefordert, dieselben bis spätestens 20. April 1919 dem Bezirksgerichtspräsidenten Neutoggenburg in Lichtensteig vorzulegen, andernfalls die Kraftloserklärung derselben ausgesprochen würde. (W 166)

Lichtensteig, den 18. März 1919.

Im Auftrage des Bezirksgerichtspräsidenten Neutoggenburg:
Die Gerichtskanzlei.

Die im Schweiz. Handelsamtsblatt von 1915, Nrn. 288, 291 und 296, als vermisst aufgeführte Inhaberoobligation der Schweiz. Volksbank, 4½%, Nr. 59138, von Fr. 1000, mit Coupons ab 1. Februar 1914, wurde binnen der anberaumten Frist von niemand vorgewiesen. Diese Obligation wird somit gemäss Art. 854 O. R. kraftlos erklärt. (W 167)
Bern, den 7. März 1919. Der Gerichtspräsident III: Wäber.

Die Verfügung des Gerichtspräsidenten III von Bern vom 11. Dezember 1917, veröffentlicht im Schweiz. Handelsamtsblatt von 1917, Nrn. 299 und 305, und von 1918, Nr. 5, wird widerrufen und demnach das Zahlungsverbot auf den Obligationen Schweizerische Bundesbahnen 1903, 3% diff., Nrn. 180631/42, aufgehoben. (W 168)
Bern, den 7. März 1919. Der Gerichtspräsident III: Wäber.

Die Verfügung des Gerichtspräsidenten III von Bern vom 3. Januar 1917, veröffentlicht im Schweiz. Handelsamtsblatt von 1917, Nrn. 24, 30 und 36, wird widerrufen und demnach das Zahlungsverbot auf den Obligationen Schweizerische Bundesbahnen 1899/1902, 3½%, Serie C, Nr. 110302, Serie D, Nrn. 195386/8, Serie E, Nrn. 209869/72, 225193/4, Serie F, Nrn. 275527/31, aufgehoben. (W 169)
Bern, den 7. März 1919. Der Gerichtspräsident III: Wäber.

Die Verfügung des Gerichtspräsidenten III von Bern vom 11. Juni 1918, veröffentlicht im Schweiz. Handelsamtsblatt von 1918, Nrn. 142, 148 und 152, wird widerrufen und demnach das Zahlungsverbot auf den Obligationen:
a) Schweizerische Bundesbahnen 1903, 3% diff., Nrn. 85054/6, 89374, 160462, 285397/401;
b) Staat Bern (Hypothekarkasse) 1897, 3%, Nrn. 6408/9, 41789/96, aufgehoben. (W 170)
Bern, den 7. März 1919. Der Gerichtspräsident III: Wäber.

Die Verfügung des Gerichtspräsidenten III von Bern vom 26. September 1918, veröffentlicht im Schweiz. Handelsamtsblatt von 1918, Nrn. 234, 242 und 247, wird widerrufen und demnach das Zahlungsverbot auf den Obligationen Schweizerische Bundesbahnen, 1899/1902, 3½%, Nrn. 267970, 308149/56, 405731, aufgehoben. (W 171)
Bern, den 7. März 1919. Der Gerichtspräsident III: Wäber.

Die Verfügung des Gerichtspräsidenten III von Bern vom 22. September 1916, veröffentlicht im Schweiz. Handelsamtsblatt von 1916, Nrn. 232, 239 und 245, wird widerrufen und demnach das Zahlungsverbot auf den Obligationen von je Fr. 1000 des 3½% Anleihe der Schweizerischen Bundesbahnen von 1899/1902, Serie K, Nrn. 467862/7 und 489371/5, aufgehoben. (W 172)
Bern, den 8. März 1919. Der Gerichtspräsident III: Wäber.

Die Verfügung des Gerichtspräsidenten III von Bern vom 16. April 1917, veröffentlicht im Schweiz. Handelsamtsblatt von 1917, Nrn. 216, 219 und 223, wird teilweise aufgehoben und demnach das Zahlungsverbot auf den Obligationen 3½% Schweizerische Bundesbahnen 1899/1902, Nrn. 142777/8, Serie H, Nrn. 35382/3, Serie C, Nrn. 140961/3, nebst Coupons, aufgehoben. (W 173)
Bern, den 11. März 1919. Der Gerichtspräsident III: Wäber.

Die Verfügung des Gerichtspräsidenten III von Bern vom 31. Dezember 1915, veröffentlicht im Schweiz. Handelsamtsblatt von 1916, Nrn. 49 und 52 unter W 34, lit. k, wird widerrufen und demnach das Zahlungsverbot auf Talon und Couponsbogen des Titels Schweiz. Eisenbahnrente 1890, Nrn. 1107 C, Coupons ab 1. Januar 1915; Talon und Couponsbogen von 5 Obligationen Schweizerische Bundesbahnen 1902, 3½%, Nrn. 221884/8. Coupons ab 31. Dezember 1913, aufgehoben. (W 174)
Bern, den 11. März 1919. Der Gerichtspräsident III: Wäber.

Die Verfügung des Gerichtspräsidenten III von Bern vom 5. August 1918, veröffentlicht im Schweiz. Handelsamtsblatt von 1918, Nrn. 190, 197 und 199, wird widerrufen und demnach das Zahlungsverbot auf den Obligationen Schweizerische Bundesbahnen, 3½%, 1899/1902, lit. C, Nrn. 136094/103, 136115/24, aufgehoben. (W 175)
Bern, den 11. März 1919. Der Gerichtspräsident III: Wäber.

Die Verfügung des Gerichtspräsidenten III von Bern vom 31. Juli 1918, veröffentlicht in den Nrn. 185, 187 und 192 des Schweiz. Handelsamtsblattes von 1918, wird widerrufen und demnach das Zahlungsverbot auf den Obligationen Eidgenossenschaft, 3%, 1903, 2. Serie, Nrn. 63423/4, aufgehoben. (W 176)
Bern, den 11. März 1919. Der Gerichtspräsident III: Wäber.

Der Interimsschein Nr. 528550 der VIII. Eidg. Mobilisationsanleihe von 1917 ist dem Eigentümer verloren gegangen. Der schweizerischen Eidgenossenschaft (Finanzdepartement) ist das gerichtliche Verbot erlassen worden, die entsprechende Obligation auszuhändigen, es sei denn dem Geuchsteller selbst, resp. ist sie aufgefordert worden, die Obligation beim Richteramt III Bern zu deponieren. (Art. 857 O. R.) (W 177)
Bern, den 11. März 1919. Der Gerichtspräsident III: Wäber.

Es wird eine Untersuchung eingeleitet behufs Auffindung und im Falle der Erfolglosigkeit, Amortisation des nachbezeichneten, abbezahlten Titels:

Gültbrief vom 1. August 1845, not. K. Chatoney, zugunsten der Erbschaft des Christ. Schürch, Mehlmüller in Murten, gegen die Erbschaft des sel. Fried. Georg Dürr, Steinhauer in Murten, von Fr. 1159. 42, behaftend den Art. 201 des Katasters der Gemeinde Burg.

Einsprachen gegen dieses Begehren müssen der Gerichtsschreiberei des Seebezirks innert einem Jahre seit der ersten Publikation eingebracht werden. (W 178)

Murten, den 15. März 1919. Der Gerichtspräsident: Dr. Emil Ess.

Handelsregister — Registre de commerce — Registro di commercio **I. Hauptregister — I. Registre principal — I. Registro principale**

Zürich — Zurich — Zurigo

1919. 14. März. Unter der Firma Werkzeugmaschinen A.-G. (Machines outill. S. A.) (Machine utensil. S. A.) gründet sich mit Sitz in Zürich eine Aktiengesellschaft, welche die Fabrikation und den Handel von Werkzeugmaschinen sowie den Betrieb einschlagender Geschäfte zum Zwecke hat. Die Gesellschaftstatuten sind am 11. März 1919 festgestellt worden. Die Dauer der Gesellschaft ist eine unbestimmte. Das Gesellschaftskapital beträgt Fr. 200,000 (zweihunderttausend Franken), eingeteilt in 40 Aktien von je Fr. 5000. Die Aktien lauten auf den Inhaber. Die Organe der Gesellschaft sind: Die Generalversammlung, ein Verwaltungsrat von 1—4 Mitgliedern, die Direktion und die Kontrollstelle. Die Bekanntmachungen der Gesellschaft erfolgen durch Publikation im Schweiz. Handelsamtsblatt in Bern. Der Verwaltungsrat bezeichnet die Personen, welche die Gesellschaft nach aussen vertreten, und bestimmt die Art und Weise, wie die rechtsverbindliche Unterschrift für die Gesellschaft geführt wird. Die Gesellschaft wird nach aussen vertreten durch einen vom Verwaltungsrat bezeichneten Delegierten. Derselbe vertritt die Gesellschaft mit Einzelunterschrift. Delegierter des Verwaltungsrates ist Josef Rosenau, Kaufmann, von Offenbach (Hessen), in Zürich. Geschäftslokal: Neumühlequai 30/32, Zürich 1.

Seidenwaren, Kommission, Import und Export. — 14. März. Die Firma Hermann Müller & Co. in Zürich 1 (S. H. A. B. Nr. 267 vom 9. November 1918, Seite 1766) erteilt Prokura an Josef Finkelschein, von Bukarest (Rumänien), in St. Gallen.

Knabenkleider-Fabrik. — 14. März. Die Firma Max Kahn in Zürich 4 (S. H. A. B. Nr. 253 vom 10. Oktober 1908, Seite 1755) verzeigt als Geschäftslokal: Schöntalasse 6.

14. März. Die Firma Werthelmer & Gelismann, Zürcher Spirituosenfabrik in Zürich 1 (S. H. A. B. Nr. 177 vom 1. August 1917, Seite 1242) verzeigt als Domizil und Geschäftslokal: Konradstrasse 17/19, Zürich 5.

Spitzen. — 14. März. Die Firma Heinrich Dohner in Zürich 1 (S. H. A. B. Nr. 127 vom 4. Juni 1917, Seite 889), Vertretungen in Spitzen, ist infolge Aufgabe des Geschäftes erloschen.

Buchdruckerei und Lithographie. — 14. März. Die Firma E. Nägeli in Winterthur (S. H. A. B. Nr. 26 vom 30. Januar 1911, Seite 153), Buchdruckerei und Lithographie, ist infolge Verkaufs des Geschäftes erloschen. Aktiven und Passiven gehen über an die neue Firma «Schönenberger & Gall, vormals E. Nägeli» in Winterthur.

14. März. Johann Schönenberger, von Mosnang (St. Gallen), in Winterthur, und Eugen Gall, von Wallenstadt (St. Gallen), in Winterthur, haben unter der Firma Schönenberger & Gall, vormals E. Nägeli in Winterthur eine Kollektivgesellschaft eingegangen, welche am 1. März 1919 ihren Anfang nahm. Buchdruckerei und Lithographie; Konradstrasse 13. Die Firma übernimmt Aktiven und Passiven der erloschenen Firma «E. Nägeli» in Winterthur.

14. März. In der Generalversammlung vom 16. Februar 1919 haben die Mitglieder der Krankenkasse Wila in Wila (S. H. A. B. Nr. 58 vom 11. März 1915, Seite 317) den Art. 15 ihrer Statuten revidiert, wodurch indessen keine Änderungen der bisher publizierten Bestimmungen eingetreten sind. Rudolf Bosshard ist aus dem Vorstände ausgeschieden. An dessen Stelle wurde als Kassier gewählt: Gottlieb Stabel, Landwirt, von Turbenthal, in Wila.

14. März. Art. Institut Orell Füssli in Zürich (S. H. A. B. Nr. 191 vom 13. August 1918, Seite 1305). Dr. Wilhelm Nauer ist als Delegierter des Verwaltungsrates ausgeschieden, dessen Unterschrift sowie die Prokura von Julius Brunner sind erloschen. Der bisherige Subdirektor Rudolf Thomann wurde zum Direktor ernannt. Der Verwaltungsrat hat sodann zum Subdirektor ernannt: Paul Trüb, von Zürich, in Zürich 7. Derselben ist Kollektivunterschrift erteilt.

14. März. Sennerleingenoossenschaft Aengsthal in Aengst a. A. (S. H. A. B. Nr. 74 vom 29. März 1917, Seite 517). Albert Stehli und Oskar Leuenberger sind aus dem Vorstände dieser Genossenschaft ausgeschieden, deren Unterschriften sind erloschen. An deren Stelle wurde neu gewählt: Albert Weiss, Landwirt, von Aengst a. A., in Aengstthal, als Präsident, und Xaver Huhli, Landwirt, von Oberberg (Schwyz), in Aengstthal, als Aktuar. Der Präsident zeichnet mit dem Aktuar oder Quästor kollektiv.

Bankgeschäft. — 14. März. Die Firma Orelli im Thalhof in Zürich 1 (S. H. A. B. Nr. 9 vom 13. Januar 1914, Seite 53) und damit die Prokuren Ednard Zimmerli, Wilhelm Wichmann und Johann Alois von Orelli, Bankgeschäft, ist infolge Assoziation erloschen. Aktiven und Passiven gehen über auf die Firma «Orelli & Cie. im Thalhof» in Zürich 1. Eduard von Orelli, Vater, und Eduard von Orelli, Sohn, beide von Zürich, in Zürich 1, haben unter der Firma Orelli & Cie. im Thalhof in Zürich 1 eine Kollektivgesellschaft eingegangen, welche am 20. März 1919 ihren Anfang nehmen wird. Bankgeschäft; Talacker 35. Die Firma erteilt Kollektivprokura je zu zweien an Eduard Zimmerli, von Aarau, in Zürich 7, Wilhelm Wichmann, von Zürich, in Zürich 1, und Johann Alois von Orelli, von Zürich, in Zürich 1. Diese Firma übernimmt Aktiven und Passiven der Firma «Orelli im Thalhof» in Zürich 1.

14. März. Unter dem Namen Helmat-Stiftung ist mit Sitz in Horgen am 1. März 1919 eine Stiftung errichtet worden. Dieselbe hat den Zweck, die bisher durch die Stifter geführten Institutionen: Abhaltung von Gottesdiensten durch die Evangelische Gesellschaft des Kantons Zürich und Führung einer freien Schule in Horgen, zu übernehmen und weiterzuführen. Die Organe der Stiftung sind: Der Stiftungsrat von 3—5 und die Aufsichtskommission von 3 Mitgliedern. Die rechtsverbindliche Unterschrift namens der Stiftung führen je einzeln die Mitglieder des Stiftungsrates Carl Zwald, sen., Privatier, und Carl Zwald, jun., Kaufmann, beide von und in Horgen. Geschäftslokal: im Seehaus.

14. März. Unter dem Namen Stiftung für Zürcher Pfadfinderheime ist mit Sitz in Zürich am 21. Dezember 1918 eine Stiftung errichtet worden. Zweck der Stiftung ist die Errichtung und der Betrieb von Pfadfinderheimen, um damit das Pfadfindertum in der Stadt Zürich in spezieller Weise zu fördern. Die Verwaltung der Stiftung erfolgt durch einen Stiftungsrat. Die rechtsverbindliche Unterschrift namens der Stiftung führen der Präsident des Stiftungsrates, der Präsident des Zürcher Kantonsverbandes des Schweiz. Pfadfinderbundes und der Leiter des Pfadfinderkorps «Stadt-Zürich» (die letzteren beiden ebenfalls Mitglieder des Stiftungsrates) gemeinsam zu zweien. Es sind dies: Kav.-Hauptmann Hermann von Claparede, Versicherungsdirektor, von Genf, in Zürich 1, Präsident des Stiftungsrates; Dr. Heinrich Brockmann, Privatdozent an der Universität von Winterthur, in Zürich 7; Präsident des Zürcher Kantonsverbandes des Schweiz. Pfadfinderbundes, und Hans von Meiss, jun., Kaufmann, von Zürich, in Zürich 2, Leiter des Pfadfinderkorps «Stadt-Zürich». Geschäftslokal: Rainstrasse 30, Zürich 2.

Lorraine-Stickerel. — 14. März. Die Firma August Koennecke in Zürich 3 (S. H. A. B. Nr. 145 vom 25. Juni 1917, Seite 1029), Lorraine-Stickerel, ist infolge Reduktion des Geschäftes und daherigen Verzichtes des Inhabers erloschen.

Tuchhandlung. — 15. März. Inhaber der Firma Henri Egli in Fischenthal ist Henri Egli, von und wohnhaft in Steg-Fischenthal. Tuchhandlung; zum Thalegg.

Rohprodukte, Alteisen, Hadern und Metalle. — 15. März. Die Firma P. Flachsmann, in Oberrieden (S. H. A. B. Nr. 206 vom 2. September 1916, Seite 1355), Handel in Rohprodukten, Hadern, Alteisen und Metallen, ist infolge Reduktion des Geschäftes und Verzichtes des Inhabers erloschen.

15. März. Unter dem Namen Pensionskasse der Angestellten der Firma Gebrüder Volkart in Winterthur ist mit Sitz in Winterthur am 31. Dezember 1918 eine Stiftung errichtet worden. Dieselbe hat den Zweck, die Angestellten der Firma «Gebr. Volkart» sowie deren Witwen und Waisen gegen die wirtschaftlichen Folgen von Invalidität, Alter und Tod zu versichern. Organ der Stiftung ist der Stiftungsrat. Derselbe wird gebildet durch die jeweiligen solidaren Teilhaber der Firma «Gebr. Volkart» und ergänzt durch drei stiftungsberechtigte Angestellte der Firma. Der Stiftungsrat bezeichnet diejenigen seiner Mitglieder, die berechtigt sind, rechtsverbindlich für die Stiftung zu zeichnen. Die Mitglieder des Stiftungsrates: Georg Reinhart, Kaufmann, Werner Reinhart, Kaufmann, und Oskar Reinhart, Kaufmann, alle von und in Winterthur, führen durch Einzelzeichnung die rechtsverbindliche Unterschrift namens der Stiftung. Geschäftslokal: an der Turnerstrasse.

Maschinenhandel und mechanische Werkstätte. — 15. März. Die Firma Schumacher & Scholl in Zürich 1 (S. H. A. B. Nr. 6 vom 9. Januar 1919, Seite 29), Maschinenhandel und mechanische Werkstätte, Gesellschafter: Paul Schumacher und Louis Sylvian Scholl, ist infolge Ueberganges des Geschäftes in Aktiven und Passiven an die Firma «Louis S. Scholl» in Zürich 1 und daheriger Auflösung dieser Kollektivgesellschaft erloschen.

Kommission, Export und Import von Artikeln aller Art. — 15. März. Inhaber der Firma Henry Schmitt in Zürich 6 ist Henry Charles Schmitt, von Genf, in Zürich 6. Export und Import von Artikeln aller Art in Kommission; Huttenstrasse 66.

Bern — Berne — Berna

Bureau Bern

Kommission, Export und Import. — 1919. 27. Februar. Die Firma H. Sagalowitz & H. Frutkin, russisches Kommissionsbureau, Export und Import, in Bern (S. H. A. B. Nr. 91 vom 17. April 1916, Seite 618), ist infolge Sitzverlegung nach Lausanne, in Bern erloschen.

Bureau Biel

15. März. Die Aktiengesellschaft unter der Firma Baumaterial A. G. in Biel (S. H. A. B. Nr. 53 vom 5. März 1918) hat in der Generalversammlung vom 15. Februar 1919 ihre Statuten revidiert und dabei folgende Abänderung der im Schweizerischen Handelsamtsblatt vom 5. März 1918 publizierten Tatsachen getroffen: Das Gesellschaftskapital ist durch Ausgabe von 200 neuen Aktien von Fr. 500, zusammen Fr. 100,000, auf Fr. 250,000 (zweihundertfünfzigtausend Franken) erhöht worden, eingeteilt in 500 Aktien von je Fr. 500. Die Aktien lauten auf den Namen. Die übrigen Punkte der Publikation vom 5. März 1918 sind unverändert geblieben.

15. März. Der Verein Union Chrétienne de jeunes gens in Biel (S. H. A. B. Nr. 32 vom 28. Februar 1916) hat zur Geschäftsleitung eine Spezialkommission von drei Mitgliedern gemäss Art. 34 der Statuten ernannt und in diese Kommission gewählt: Als Präsident: Fritz Berthoud, von Couvet, Fabrikant in Biel; als Sekretär: James Haldimann, von Walkringen, Kaufmann in Biel; als Kassier: William Louys, von Besançon, Kaufmann in Leubringen. Für den Verein zeichnen rechtsgültig durch Kollektivunterschrift der Präsident und der Sekretär oder der Präsident und der Kassier. Die bisherige Zeichnungsberechtigung der Vorstandsmitglieder ist erloschen.

Atelier de dorage. — 15. März. Frau Lina Estoppey-Addor, Louis Witwe, und deren Sohn Henri Estoppey, chef d'atelier, beide von Trey (Waadt), in Biel, haben unter der Firma Vve. de La Estoppey-Addor & fils in Biel eine Kollektivgesellschaft eingegangen, welche am 1. Januar 1919 begonnen hat. Betrieb eines Atelier de dorage; Mettweg Nr. 32.

Kolonialwaren. — 15. März. Die Firma H. Marbot-Grütter, Kolonialwarenhandlung en gros und en détail, in Biel (S. H. A. B. Nr. 61 vom 15. März 1915), ist infolge Todes des Inhabers erloschen.

Kolonialwaren. — 15. März. Inhaberin der Firma Marbot-Grütter in Biel ist Frau Witwe Elise Marbot geb. Grütter, Johs. sel. Witwe, von Busswil bei Melchnau, Handelsfrau in Biel. Kolonialwarenhandlung en gros. Die Firma erteilt Kollektivprokura an: Paul Marbot, Johs., von Busswil bei Melchnau, und Ernst Brand, von Ursenbach, beide Kaufleute in Biel. Geschäftslokal: Wasserstrasse Nr. 90.

Tuch- und Spezialeihandlung. — 15. März. Inhaber der Firma Heinrich Weibel-Tschäppät in Biel-Bözingen ist Heinrich Weibel-Tschäppät, Sohn des Jessias, von Dettinghofen, Negoziant in Bözingen. Tuch- und Spezialeihandlung; Schloßweg 15.

15. März. Aus der Verwaltung der Aktiengesellschaft Uhren-Handels-gesellschaft A. G. (S. H. A. B. vom 13. Dezember 1915, Nr. 291) in Biel ist Fritz Schäfer ausgetreten; seine Zeichnungsberechtigung ist erloschen. Als einziges Mitglied der Verwaltung zeichnet für die Gesellschaft Emil Wilhelm Schäfer, von Basel, Kaufmann in Biel.

Bureau de Courtelary

22 février. Sous la raison sociale Manufacture de boîtes de montre métal & acier, Courtelary S. A., il est créé une société anonyme qui a son siège à Courtelary et pour but la fabrication de boîtes de montre métal et acier en tous genres. Les statuts portent la date du 5 décembre 1918. La durée de la société est illimitée. Le capital social est de trente mille francs (fr. 30,000), divisé en 60 actions de fr. 500 chacune. Les actions sont nominatives. Les publications de la société auront lieu dans la Feuille officielle suisse du commerce paraissant à Berne. La société est administrée par un seul administrateur. Elle est valablement engagée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle de l'administrateur qui est Alix-Joseph Lachat, mécanicien, de Charmoille, au Noimont. Bureau: Courtelary.

Bureau Langnau (Bezirk Signau)

14. März. Aus dem Vorstände der Landwirtschaftlichen Genossenschaft Langnau und Umgebung, mit Sitz in Langnau (S. H. A. B. Nr. 106 vom 27. April 1894, Seite 431, und Nr. 48 vom 27. Februar 1914, Seite 394), ist der Sekretär Fritz Rätsegger infolge Todes ausgeschieden. An dessen Stelle ist in der Hauptversammlung vom 2. Februar 1919 als Sekretär gewählt worden: Hans Gerber, Landwirt, von Langnau, in Kammerhaus daselbst. Der Präsident, bzw. der Vizepräsident und der Sekretär führen für die Genossenschaft die verbindliche Unterschrift durch Kollektivzeichnung zu zweien.

Bureau Saanen

12. Februar. Dr. med. Hans Reber, von Bern, Arzt in Gstaad, und Dr. med. Fritz Ris, von Bern, Arzt in Saanen, haben unter der Firma Dr. P. Ris & Dr. H. Reber, Privatklinik Solms eine Kollektivgesellschaft, mit Sitz in Saanen, gegründet, welche Gesellschaft am 7. März 1918 ihren Anfang genommen hat. Betrieb der Privatklinik Solms auf dem Othbertort zu Saanen.

Bureau de Saignelégier (district des Franches-Montagnes)

Epicorerie, mercerie, quincaillerie, etc. etc. — 12. mars. Le chef de la maison Paul Boillat-Paratte, aux Breuleux, est Paul Boillat, fils d'Arthur, négociant, originaire des Breuleux, y domicilié. Epicorerie, mercerie, quincaillerie, articles de ménage, fournitures d'horlogerie et posage de glaces.

Bureau Wangen a. A.

15. März. Die Aktiengesellschaft Spar- und Leihkasse in Niederbipp, mit Sitz in Niederbipp (S. H. A. B. Nr. 106 vom 6. Mai 1916), hat in der Generalversammlung vom 23. Juni 1918 ihr Aktienkapital auf den Betrag von 60,000 Franken (sechzigtausend Franken) erhöht, nunmehr eingeteilt in 1200 Inhaberk Aktien zu Fr. 50. Das Aktienkapital ist voll einbezahlt.

Luzern — Lucerne — Lucerna

Gasthaus. — 1919. 14. März. Inhaber der Firma Alois Fluder in Luzern ist Alois Fluder, von und in Luzern. Gasthausbetrieb. Weinmarkt 3.

Camionnage, Spedition usw. — 14. März. Inhaber der Firma Oskar Schmutzger in Luzern ist Oskar Schmutzger, von Rüschlikon (Zürich), in Luzern. Camionnage, Spedition; internationaler Möbeltransport; Lagerung. Hirschengraben 25b.

Vertretungen. — 14. März. Inhaber der Firma Ernst L. Gloeckner in Luzern ist Ernst Ludwig Gloeckner, von Horw, in Luzern. Vertreter. Waldstätterstrasse 14.

Chemisch-technische Produkte. — 15. März. Inhaber der Firma Salomon Lubinski in Luzern ist Salomon Lubinski, russischer Staatsangehöriger, wohnhaft in Luzern. Chemisch-technische Produkte. Waldstätterstrasse 17.

Basel-Stadt — Bâle-Ville — Basilea-Città

Stoffe, Konfektion und Massarbeit. — 1919. 13. März. Die Firma Volkshalle B. Sprecher in Basel, Handel in Manufakturwaren, Herren- und Damenkonfektion, Aussteuerartikeln und Möbeln. (S. H. A. B. Nr. 239 vom 19. September 1913, Seite 1699), ist infolge Verzichtes des Inhabers erloschen. Aktiven und Passiven gehen über an die Firma «B. Sprecher & Cie.» in Basel.

Bernhard Sprecher (Schmidlin), von und in Aesch (Baselland), und Karl Sprecher-Siegrist, von Aesch (Baselland) und Aarau, wohnhaft in Aarau, haben unter der Firma B. Sprecher & Cie. in Basel eine Kommanditgesellschaft eingegangen, welche mit dem Eintrage im Handelsregister beginnt und Aktiven und Passiven der erloschenen Firma «Volkshalle B. Sprecher» in Basel übernimmt. Bernhard Sprecher (Schmidlin) ist unbeschränkt haftender Gesellschafter, Karl Sprecher-Siegrist ist Kommanditär mit der Summe von einhunderttausend Franken (Fr. 100,000) und führt zugleich die Procura. Handel in Stoffen; Konfektion und Massarbeit. Steinenvorstadt 59.

Fettwaren. — 13. März. Julius Meury, von und in Basel, mit seiner Ehefrau Marie Luise geb. Meury in Gütergemeinschaft lebend, und Ali Béguin-Herter, von Rochefort (Neuchâtel), wohnhaft in Binningen (Baselland), haben unter der Firma Meury & Béguin in Basel eine Kollektivgesellschaft eingegangen, welche mit dem 1. Januar 1919 begonnen hat. Handel in Fettwaren. Gempenstrasse 9.

Dekorations- und Flachmalerei. — 14. März. Die Firma W. Fischer Söhne in Basel, Dekorations- und Flachmalerei (S. H. A. B. Nr. 299 vom 21. Dezember 1917, Seite 1993), hat ihr Geschäftslokal verlegt nach Oberer Heuberg 22.

Spirituosen und Weine. — 14. März. Der Verwaltungsrat der Aktiengesellschaft unter der Firma Flechter & Schmidt A. G. in Basel, Handel und Kommission in Spirituosen, insbesondere Kognak und Rum, Likören und Wein usw. (S. H. A. B. Nr. 50 vom 1. März 1918, Seite 326), erteilt Kollektivprokura an Jakob Sutter, von Sissach (Baselland), Hans Wermuth, von Basel, und Wilhelm Wanner, von Basel, alle wohnhaft in Basel, in der Weise, dass je zwei derselben zur rechtsverbindlichen Kollektivunterschrift namens der Gesellschaft befugt sind.

Basel-Land — Bâle-Campagne — Basilea-Campagna

Baugeschäft. — 1919. 15. März. Johann Späni, von Cremenaga (Italien), in Pratteln, Gilardo Späni, von Cremenaga (Italien), in Pratteln, und Hans Rächer, von Basel und Lupsingen, in Pratteln, haben unter der Firma Gebr. Späni & Rächer in Pratteln eine Kollektivgesellschaft eingegangen, welche mit der Eintragung im Handelsregister beginnt. Baugeschäft.

St. Gallen — St-Gall — San Gallo

Tuch-, Spezerei- und Konditoreiwaren. — 1919. 13. März. Inhaber der Firma Arnold Tissot in Benken ist Arnold Tissot, von La Chaux-de-Fonds, in Benken. Tuch-, Spezerei- und Konditoreiwarenhandlung.

Kommission. — 15. März. Inhaber der Firma Johann D. Herklotz in St. Gallen C ist Johann David Herklotz, von Bremen, in St. Gallen. Kommissionsgeschäft. Neugasse 55.

15. März. Die Kommission des Bauernverbandes Wil und Umgebung, Genossenschaft mit Sitz in Wil (S. H. A. B. Nr. 83 vom 9. April 1918, Seite 570), besteht zurzeit aus folgenden Mitgliedern: Friedrich Pestalozzi, Landwirt, von Zürich, in Wil, Präsident; Johann Braun, Gemeinderatsschreiber, von und in Bronschhofen, Vizepräsident; Jakob Brändli, Landwirt, von Mosnang, in Wil, Aktuar; Albert Wetzler, Kaufmann, von Kirchberg, in Wil, Geschäftsführer; Notker Bernet, Landwirt, von und in Rosseute; Johann Brunner, Bäcker, von und in Zuzwil, und August Hug, Landwirt, von Zuzwil, in Buxloo. Präsident, Vizepräsident und Aktuar zeichnen je kollektiv zu zweien; der Geschäftsführer kollektiv mit einem der übrigen Zeichnungsberechtigten.

15. März. Landwirtschaftlicher Bezirksverein Gossau, Genossenschaft mit Sitz in Gossau (S. H. A. B. Nr. 116 vom 19. Mai 1914, Seite 858). Aus der Kommission sind der Präsident Justin Helfenberger, der Aktuar Johann Mauchle und Josef Signer ausgeschieden. Als neue Kommissionsmitglieder wurden gewählt: Josef Strässle, Landwirt, von Lütisburg, in Gossau, zugleich Aktuar; Albert Forster, Vermittler, von Muolen, in Andwil, und Johann Baptist Allenspach-Giger, Landwirt, von Oberbüren, in Waldkirch. Präsident ist der bisherige Vizepräsident und Kassier Viktor Jung, Landwirt, von Niederhelfenschwil, in Niederdorf-Gossau; Vizepräsident: das bisherige Kommissionsmitglied Albert Steiger, Landwirt, von Altstätten, in Arnegg-Gossau. Präsident, Vizepräsident und Aktuar führen kollektiv je zu zweien die rechtsverbindliche Unterschrift.

15. März. Der Vorstand des Bäckermeisterverschlags der politischen Gemeinde Kirchberg, Genossenschaft mit Sitz in Kirchberg (S. H. A. B. Nr. 316 vom 24. Dezember 1907, Seite 2186), besteht zurzeit aus folgenden Mitgliedern: Anton Niedermann, von Bichwil, in Bazenheid, Präsident; Anton Schildknecht, von und in Kirchberg, Aktuar; Anton Schmid, von Fritschman, in Gshwil, Kassier; August Berlinger, von Oberuzwil, in Dietschwil, und Jakob Bäch, von Wetzwil, in Bazenheid; alle Bäckermeister. Der Präsident zeichnet kollektiv mit dem Aktuar oder Kassier.

Kolonialwaren. — 15. März. Berichtigung. Die am 6. März 1919 gelöschte Firma «H. Wettler-Ehrismann» in Rheineck (S. H. A. B. Nr. 56 vom 8. März 1919, Seite 380) heisst richtigerweise J. Wettler-Ehrismann.

Aargau — Argovie — Argovia**Bezirk Lenzburg**

Papierwarenfabrik. — 1919. 14. März. Unter der Firma Häusler, Frey & Co. Aktiengesellschaft (Häusler, Frey & Cie. Société anonyme) gründet sich mit Sitz in Lenzburg eine Aktiengesellschaft zum Betriebe einer Papierwarenfabrik und im besondern zwecks Uebernahme und Umwandlung der bisher von der Firma «Häusler, Frey & Cie.», Kommanditgesellschaft, in Lenzburg, geführten Papierwarenfabrik in die Firma «Häusler, Frey & Co. Aktiengesellschaft», wobei diese letztere Aktiven und Passiven der ersten übernimmt. Die Gesellschaft kann ihre Tätigkeit durch Beschluss des Verwaltungsrates auch auf andere, mit vorstehend erwähnten verwandte Geschäftszweige ausdehnen, sowie Zweigniederlassungen errichten. Die Beteiligung an andern Unternehmungen mit ähnlichem Charakter ist gestattet. Die Gesellschaftsstatuten sind am 28. Februar 1919 festgelegt worden. Die Dauer der Gesellschaft ist unbeschränkt. Das Aktienkapital beträgt Fr. 250,000 (zweihundertfünfzigtausend Franken), eingeteilt in 250 (zweihundertfünfzig) Aktien von je Fr. 1000, welche auf den Namen lauten. Die Bekanntmachungen der Gesellschaft erfolgen durch eingeschriebene Briefe und für die im Gesetze vorgeschriebenen öffentlichen Bekanntmachungen durch Publikation im Schweiz. Handelsamtsblatt. Die Vertretung der Gesellschaft nach aussen üben aus: Die beiden Mitglieder des Verwaltungsrates: Heinrich Frey-Zschokke, Fabrikant, und Wilhelm Häusler, jun., Fabrikant, beide von und in Lenzburg, und zwar durch Einzelunterschrift. Ferner sind zur Führung der rechtsverbindlichen Unterschrift für die Gesellschaft ermächtigt: Der Einzelprokurist Wilhelm Häusler, sen., von und in Lenzburg, und die Kollektivprokuristen Hans Häusler, von und in Lenzburg, und Ernst Widmer-Seeberger, von und in Othmarsingen. Geschäftslokal: Bahnhofstrasse 675.

14. März. Die Kommanditgesellschaft unter der Firma Häusler, Frey & Cie. Papierwarenfabrik, in Lenzburg (S. H. A. B. 1906, Seite 1782), ist infolge Umwandlung in eine Aktiengesellschaft erloschen. Aktiven und Passiven gehen über an die Firma «Häusler, Frey & Co. Aktiengesellschaft» in Lenzburg.

14. März. Unter dem Namen Angestellten- und Arbeiterfürsorgefonds der Häusler, Frey & Co. Aktiengesellschaft hat die Firma «Häusler, Frey & Cie.», Kommanditgesellschaft, in Lenzburg eine Stiftung mit Sitz in Lenzburg errichtet. Die Stiftungsurkunde datiert vom 28. Februar 1919. Die Stiftung bezweckt, den Angestellten und Arbeitern der Firma «Häusler, Frey & Co. Aktiengesellschaft» in Lenzburg Zuwendungen aus dem Stiftungsvermögen zu entrichten, insbesondere: a) denselben im Falle hohen Alters oder der dauernden Arbeitsunfähigkeit; b) im Todesfalle deren Witwen und ehelichen Kindern; c) den Angestellten und Arbeitern bei allgemeinen und persönlichen Notfällen Unterstützungen zu kommen zu lassen, sowie d) erholungsbedürftigen Angestellten und Arbeitern durch Zuweisung von Beiträgen einen Ferienaufenthalt zu ermöglichen. Der Fonds kann auch in Anspruch genommen werden für Unterstützungen an die Arbeiterschaft bei Betriebs Einschränkungen, soweit in solchen Fällen nicht durch staatliche Vorschriften oder Fürsorge Hilfe geboten wird. Die Organe der Stiftung sind: Ein Stiftungsrat aus drei Mitgliedern und einem vom Stiftungsrat gewählten Verwalter, welcher letzterer auch eine juristische Person sein kann. Der Stiftungsrat wird vom Verwaltungsrat der Firma «Häusler, Frey & Co. Aktiengesellschaft» in Lenzburg auf eine Periode von sechs Jahren gewählt, wobei ein Mitglied dem Verwaltungsrat oder der Direktion der Firma «Häusler, Frey & Co. Aktiengesellschaft», ein zweites dem kaufmännischen Personal der Firma «Häusler, Frey & Co. Aktiengesellschaft» und das dritte der Arbeiterschaft derselben anzugehören hat. Mit dem Austritt aus dem Dienste der Gesellschaft erlischt auch die Mitgliedschaft im Stiftungsrat. Die Beschlussfassung im Stiftungsrat erfolgt durch absolutes Mehr; bei Stimmengleichheit hat der Präsident Stimmenscheid. Zur Beschlussfassung ist die Anwesenheit von mindestens zwei Mitgliedern erforderlich. Die rechtsverbindliche Unterschrift für die Stiftung führt der Verwalter gemeinsam mit dem Präsidenten des Stiftungsrates. Präsident des Stiftungsrates ist Heinrich Frey-Zschokke, Fabrikant, von und in Lenzburg, und Verwalter: die Hypothekbank Lenzburg in Lenzburg.

Tessin — Tessin — Ticino**Ufficio di Mendrisio**

Sigari. — 1919. 13. marzo. La ditta Ernesto Camponovo, fabbrica di sigari, in Chivasso (F. u. s. di c. 7 febbraio 1917, n° 31, pag. 217, e 30 luglio 1918, n° 179, pag. 1240), conferisce procura a Augusto Cattaneo, fu Carlo, da ed in Chivasso.

Rappresentanze. — 13. marzo. Umberto Comolli, di Alessandro, da Milano (Italia), a Chivasso, e Vittorio Trivellini, fu Giacomo, da Montagnana (Prov. di Padua, Italia), in Chivasso, hanno costituito una società collettiva, sotto la ragione sociale Comolli e V. Trivellini, con sede in Chivasso. La società ha iniziato le sue operazioni col 1° dicembre 1917. Rappresentanze. Uffici: Via Boffalora, Chivasso.

Tabacchi e sigari. — 13. marzo. La società in nome collettivo Fratelli Bernasconi succ^a a Giovanni Bernasconi, fabbrica tabacchi e sigari, in Novazzano (F. u. s. di c. 25 gennaio 1907, n° 21, pag. 143), è sciolta e la ditta è cancellata. L'attivo ed il passivo vengono assunti dalla ditta individuale «Gaetano Bernasconi successore a Fratelli Bernasconi» in Novazzano.

Titolare della ditta Gaetano Bernasconi, successore a Fratelli Bernasconi, in Novazzano, è Gaetano Bernasconi, fu Giovanni, da ed in Novazzano, il quale ha assunto l'attivo ed il passivo della cessata ditta «Fratelli Bernasconi succ^a a Giovanni Bernasconi», ora cancellata. Fabbrica sigari e tabacchi.

Vaud — Vaud — Vaud**Bureau de Lausanne**

Importation, exportation. — 1919. 28 février et 14 mars. La société en nom collectif H. Sagalowitz et H. Fratkine, établie jusqu'ici à Berne (associés: Hirsch Sagalowitz et Hilla Fratkine, les deux d'origine russe, le premier à Zurich, Walchestrass 23, et le second à Lausanne) (F. o. s. du c. du 17 avril 1916), a, en date du 1^{er} mars 1919, transféré son siège social à Lausanne. L'associé Hilla Fratkine a seul la signature sociale. Importation de denrées alimentaires et matières premières et exportation d'outils et de machines aratoires, machines électriques et tous appareils et machines indispensables pour la création de fabriques et d'usines. Villa Cornelia 3, Avenue Cecil.

Bureau de Rolle

Bijouterie, horlogerie, orfèverie. — 15. mars. Le chef de la maison Georges Droz-Georget, à Rolle, est Georges Droz-Georget, du Locle et de La Chaux-de-Fonds, domicilié à Rolle. Bijouterie, horlogerie, orfèverie. Fabrication et vente en gros d'articles de bureaux; Grande Rue 7 et 12.

Schweiz. Amt für geistiges Eigentum
Bureau suisse de la propriété intellectuelle — Ufficio svizzero della proprietà intellettuale

Marken — Marques — Marche

Eintragungen — Enregistrements — Iscrizioni

Nr. 43583. — 10. Februar 1919, 8 Uhr.

Jos. Jilfelder, Fabrikation und Handel,
Fürth (Bayern, Deutschland).

Blei-, Pastell-, Kopier- und Schwarzkreidestifte, Blei-, Pastell- und Kopierstifte, Patent- und Gummistifte, Gummi-Bleistifte, Schleifstifte, Gummipastillen und Gummistücke, Federhalter, Schreibstift, Zeichenstift- und Farbstifthalter.



Nr. 43584. — 28. Februar 1919, 3 Uhr.

Gehr. Haenel, „Helios“ Graphisches Institut,
Fabrikation und Handel,
Zürich (Schweiz).

Buchdruck- und Kunstdruckprodukte.



Nr. 43585. — 28 février 1919, 3 h.

Morin et Cie., fabrication et commerce,
Lausanne (Suisse).

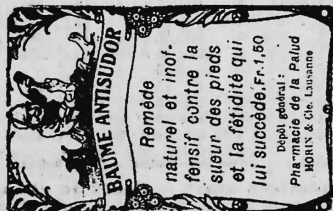
Produits pharmaceutiques.



Nr. 43586. — 28 février 1919, 3 h.

Morin et Cie., fabrication et commerce,
Lausanne (Suisse).

Produits pharmaceutiques.



Nr. 43587. — 28 février 1919, 3 h.

Morin et Cie., fabrication et commerce,
Lausanne (Suisse).

Produits pharmaceutiques.

Toile J. Girardot

Nr. 43588. — 7 mars 1919, 8 h.

Rodolphe Uhlmann S. A., fabrication et commerce,
Genève (Suisse).

Montres, parties de montres, étuis et leurs emballages.



(Transmission du n° 10674 de Rodolphe Uhlmann, Genève-Eaux-Vives).

Nr. 43589. — 7 mars 1919, 8 h.

Rodolphe Uhlmann S. A., fabrication et commerce,
Genève (Suisse).

Montres, parties de montres, étuis et leurs emballages.



(Transmission du n° 10675 de Rodolphe Uhlmann, Genève-Eaux-Vives).

Nr. 43590. — 7. März 1919, 8 Uhr.

Salzmann Frères Chemische Fabrik Othmarsingen, Fabrikation,
Othmarsingen (Schweiz).

Tinten, Leim, Gummi, Stempeltinten, Stempelkissen und chemische Produkte.

LOMA

Nr. 43591. — 7 mars 1919, 3 h.

Fabrique de piles électriques S. A., fabrication,
Sonceboz (Suisse).

Piles électriques de tous genres et de toutes dimensions.



Nr. 43592. — 10. März 1919, 8 Uhr.

Willy Rieth, Prowa-Werke, Fabrikation und Handel,
Altstetten (Zürich, Schweiz).

Chemische Präparate.



Nr. 43593. — 10. März 1919, 5 Uhr.

Emil Gisiger, Uhrenfabrik Tempus, Times in Selzach, Fabrikation,
Selzach (Schweiz).

Uhren, Uhrteile und Etuis.

Okay

Nr. 43594. — 10. März 1919, 5 Uhr.

Victor Sohm, Fabrikation,
St. Margrethen (St. Gallen, Schweiz).

Präparat für Skikluser.

STEIGWACHS CLIMBING WAX

Nr. 43595. — 11 mars 1919, 8 h.

Sonex S. A., fabrication,
La Chaux-de-Fonds (Suisse).

Articles d'horlogerie en tout genre.

SILÈNE

(Transmission du n° 49033 de Meylan & Jeanneret, Fabrique «Silène», La Chaux-de-Fonds).

Nr. 43596. — 12. März 1919, 10 Uhr.
British-American Tobacco Company, Limited, Fabrikation,
London (Grossbritannien).

Tabak, verarbeitet in den Vereinigten Staaten von Amerika.



Nr. 43597. — 13. März 1919, 8 Uhr.
Jacques Samter, Fabrikation und Handel,
Eaux-Vives (Genf, Schweiz).

Uhren.

"NORBAL."

Oesterreichische Noten

(E. kanntmachung des schweizerischen Politischen Departements vom 18. März 1919.)

In Anbetracht der Massnahmen, die von den Staaten der ehemaligen österreichisch-ungarischen Monarchie für die Abstempelung der österreichischen Noten getroffen wurden, und der Unsicherheit, die über die Tragweite dieser Massregeln herrscht, wird das Publikum eindringlich vor dem Ankauf solcher Noten, ob gestempelt oder ungestempelt, gewarnt.

Um eine genaue Feststellung der im Besitz schweizerischer Bürger oder Unternehmen befindlichen Noten zu ermöglichen, und im Hinblick auf die Schritte, die das Politische Departement zum Schutze der schweizerischen Interessen zu unternehmen gedenkt, werden die schweizerischen Besitzer österreichischer Noten eingeladen, dieselben bis zum 31. März dieses Jahres bei einer schweizerischen Bank zu deponieren. Den Noten ist eine Eigentumsurkunde und ein Nummernverzeichnis beizugeben.

Die Banken werden gebeten, vom 1. April an der Schweizerischen Nationalbank in Bern, Departement II der Generaldirektion, den Nominalwert der österreichischen Noten anzugeben, welche bei ihnen abgeliefert sein werden.

Ferner werden die Banken ersucht, die abgegebenen Noten in Verwahrung zu behalten, ebenso die Eigentumsurkunden und Nummernverzeichnisse. Die Schweizerische Nationalbank wird später durch ein besonderes Rundschreiben die erforderlichen Weisungen hinsichtlich Rücküberführung der Noten nach Oesterreich erteilen, sobald die diplomatischen Verhandlungen hierüber zum Abschluss gelangt sind.

Billets de banque austro-hongrois

(Communiqué du Département politique suisse du 18 mars 1919.)

En présence des mesures prises par les divers Etats de l'ancienne monarchie Austro-Hongroise pour l'estampillage des billets de la Banque de l'Empire Austro-Hongrois, et de l'incertitude qui règne au sujet des conséquences de ces mesures, le public suisse est mis en garde contre les risques qu'il pourrait encourir en achetant de ces billets estampillés ou non.

Les porteurs suisses de tels billets sont invités à les déposer, accompagnés d'une déclaration de propriété et d'un bordereau numérique, auprès de leurs banques et banquiers jusqu'au 31 mars courant aux fins de permettre une enquête sur le montant des billets en possession de citoyens ou établissements suisses, et en vue des démarches projetées par le Département Politique pour sauvegarder leurs intérêts.

Les banques sont invitées à indiquer dès le 1^{er} avril à la Banque Nationale Suisse à Berne, II^e département de la direction générale, le montant nominal des billets autrichiens qui auront été déposés chez elles.

Les banques sont invitées à conserver en caisse les billets déposés ainsi que les bordereaux numériques et les déclarations de propriété. La Banque Nationale Suisse donnera ultérieurement et par lettre spéciale les instructions concernant le rapatriement de ces billets aussitôt que les négociations diplomatiques auront abouti.

Approvvigionamento della carta per il paese

(Decreto del Consiglio federale del 7 marzo 1919 che modifica il decreto del Consiglio federale del 10 dicembre 1917 e abroga il decreto del Consiglio federale del 16 settembre 1918.)

Articolo primo. Il Dipartimento svizzero dell'economia pubblica può, in quanto lo permettono le condizioni dell'approvvigionamento della carta, rinunciare alla limitazione del consumo della carta nel modo previsto dagli articoli 6 e seguenti del decreto del Consiglio federale del 10 dicembre 1917) o attenuare le restrizioni di cui all'art. 7.

Art. 2. Il primo capoverso dell'art. 10 del decreto del Consiglio federale del 10 dicembre 1917 concernente l'approvvigionamento di carta per il paese, riceve la seguente redazione:

«In via eccezionale, potrà essere chiesto al Consiglio federale il permesso per la pubblicazione d'un periodico siffatto, qualora essa sia giustificata da interessi di particolare importanza.»

Art. 3. Il decreto del Consiglio federale del 16 settembre 1918) concernente l'approvvigionamento della carta per il paese viene abrogato.

Art. 4. Il presente decreto entra in vigore il 1^o aprile 1919. Il Dipartimento svizzero dell'economia pubblica è incaricato dell'esecuzione.

Consumo della carta

(Disposizioni del Dipartimento svizzero dell'economia pubblica del 8 marzo 1919.)

Il Dipartimento svizzero dell'economia pubblica, visto il decreto del Consiglio federale del 10 dicembre 1917 concernente l'approvvigionamento

) Vedi Raccolta ufficiale, N. 8, XXXII, pag. 1095.

) Vedi Raccolta ufficiale, N. 8, XXXIV, pag. 1077.

mento della carta per il paese e le modificazioni allo stesso del 7 marzo 1919,

dispone:

Articolo primo. Le disposizioni del Dipartimento svizzero dell'economia pubblica del 3 gennaio) e del 15 luglio 1918) sulla limitazione del consumo della carta per i giornali, le riviste ed altre pubblicazioni periodiche, vengono abrogate.

Art. 2. Il regime dei contingenti di consumo continua ad essere in vigore per le pubblicazioni autorizzate in esecuzione dell'articolo 10 del decreto del Consiglio federale del 10 dicembre 1917.

Art. 3. Le presenti disposizioni entrano in vigore il 1^o aprile 1919.

Nichtamtlicher Teil — Partie non officielle — Parte non ufficiale

Importation en Suisse et dans les pays neutres du Nord

Le Journal officiel du 14 mars 1919 publie le décret français suivant du 12 du même mois rendant obligatoire la production des certificats de garantie ou de consignation délivrés par les associations neutres d'importation).

Art. 1^{er}. La sortie ou la réexportation, à destination des pays scandinaves, des marchandises des espèces ou catégories non prohibées, est subordonnée à la condition que les envois seront consignés aux associations neutres d'importation reconnues par le Gouvernement de la République, à moins que ces marchandises ne figurent sur les listes libres publiées par les gouvernements alliés.

Des exceptions à la règle pourront être consenties en faveur de certaines marchandises: elles seront notifiées par avis insérés au Journal officiel. Les listes publiées au Journal officiel des 10 décembre 1918 et 14 janvier 1919, restent en vigueur).

Art. 2. La sortie ou la réexportation à destination de la Suisse, des marchandises des espèces ou catégories non prohibées, mais qui doivent être consignées à la Société suisse de surveillance économique (S. S. S.), est subordonnée à la production d'un certificat de consignation délivré par cette société.

Les marchandises à consigner à la S. S. S. feront l'objet d'avis insérés au Journal officiel; la liste parue au Journal officiel du 1^{er} décembre 1917 et celles qui l'ont complétée ou modifiée restent en vigueur.

Art. 3. La preuve de l'accomplissement de la formalité prévue aux articles 1^{er} et 2, doit être fournie au bureau des douanes de sortie au moyen des certificats de garantie ou de consignation délivrés par les associations neutres d'importation.

Exportation à destination des Pays-Bas, via France-Angleterre)

A teneur d'une communication de Paris, les certificats de garantie du N. O. T., accompagnant des marchandises expédiées via France ou Angleterre à destination des Pays-Bas, doivent porter le visa du Comité interallié à la Haye aux fins d'être reconnus comme valables.

Service des chèques postaux avec la Grande-Bretagne. Dès le 17 mars, le cours de réduction des versements et des virements à destination de la Grande-Bretagne, effectués par l'intermédiaire du Swiss Bank Corporation à Londres (compte de chèques postaux n° V. 600, à Bâle), est fixé à fr. 23.40 pour 1 livre sterling (£).

Ausfuhr nach Holland über Frankreich-England)

Laut einer Mitteilung von Paris müssen die vom N. O. T. ausgestellten Garantiezerifikate durch das Comité interallié im Haag visiert werden, um für den Versand der darin bezeichneten Waren über Frankreich oder Grossbritannien nach Holland gültig zu sein.

Postcheckverkehr mit Grossbritannien. Seit 17. März ist der Umrechnungskurs für Einzahlungen und Ueberweisungen nach Grossbritannien, die durch Vermittlung der Swiss Bank Corporation in London (Postcheckrechnung Nr. V. 600 in Basel) gemacht werden, auf Fr. 23.40 für 1 Livre Sterling (£) festgesetzt.

Diskontsätze — Taux d'escompte

(Bulletin der Schweizerischen Nationalbank. — Bulletin de la Banque Nationale Suisse.)

	1919	1919	1919	1919	1919	1919	1919	1919	1919
	7. III.	23. II.	23. II.	15. II.	15. III.	15. III.	15. III.	15. III.	15. III.
	a. p.	a. p.	a. p.	a. p.	a. p.	a. p.	a. p.	a. p.	a. p.
Schweiz	5 1/2	4 1/2	5 1/2	4 1/2	5 1/2	4 1/2	5 1/2	4 1/2	5 1/2
Paris	5	5	5	5	5	5	5	5	5
London	5	8 1/2	5	8 1/2	5	8 1/2	5	8 1/2	5
Berlin	5	8 1/2	5	8 1/2	5	8 1/2	5	8 1/2	5
Milano	5	5	5	5	5	5	5	5	5
Bruxelles	5	5	5	5	5	5	5	5	5
Wien	5	1 1/4	5	1 1/4	5	1 1/4	5	1 1/4	5
Amsterdam	4 1/2	8 1/2	4 1/2	8 1/2	4 1/2	8 1/2	4 1/2	8 1/2	4 1/2
New-York	4 1/2	5	4 1/2	5	4 1/2	5	4 1/2	5	4 1/2

a. = offiziell (official). p. = privat (hors banque).) Call money.

Kurs für Sichtdevisen auf: — Cours du change à vue sur:)

Gesamtliche Parität (Parité légale): £ 1 = Fr. 25.2215; M. 100 = Fr. 123.457;
Kr. 100 = Fr. 105.01; H. fl. 100 = Fr. 208.8198; \$ 1 = Fr. 5.192.

	Paris	London	Deutschland	Italien	Bruxelles	Wien	Amsterdam	New-York
1919 15. III.	87.98	28.13	49.67	74.88	88.59	23.67	193.42	4.85 1/2
7. III.	87.95	28.21	44.54	74.46	83.44	22.4	199.25	4.80 1/2
28. II.	88.12	29.98	48.70	74.36	84.56	23.90	198.25	4.82 1/2
23. II.	89.25	28.20	50.95	75.68	85.69	23	200.69	4.82 1/2
15. II.	89.34	28.21	54.55	75.80	85.80	25.46	200.80	4.87
1918 15. III.	76.97	26.97	53.48	50.42	—	53.58	201.40	4.87
1917 15. III.	88.33	24.01	79.79	64.35	—	59.73	202.72	5.04
1916 15. III.	88.25	24.99	91.68	78.15	—	64.06	220	5.23 1/2
1915 15. III.	102.60	28	112.10	94.75	—	84	215	6.59

) Die Kurse bedeuten Goldkurse. —) Les cours signifient cours de la monnaie.

) Vedi Raccolta ufficiale, N. 8, XXXIV, pag. 42.

) Vedi Raccolta ufficiale, N. 8, XXXIV, pag. 878.

) Ce décret consacre le régime déjà appliqué à l'exportation et à la réexportation de France vers les pays Scandinaves et la Suisse des marchandises non prohibées à la sortie (voir Feuille officielle suisse du commerce, n° 26 du 31 janvier et n° 27 du 3 février 1919).

) Voir Feuille officielle suisse du commerce, n° 293, du 17 décembre 1918 et 17 du 22 janvier 1919.

) Voir Feuille officielle suisse du commerce, n° 25, du 12 février 1918.

) Siehe Schweiz. Handelsamtsblatt Nr. 35 vom 12. Februar 1919.

Annonces - Regles:
PUBLICITAS A. G.

Anzeigen - Annonces - Annunci

Regle der Annoncen:
PUBLICITAS A. G.**Acier rond pour ressorts** (Klaviersaiten-drabt)

qualité supérieure garantie

0.50 0.55 0.60 0.65 0.85 1.— 1.25 1.30 1.50 2.— 2.50 3.— 4.— mm.
disponible chez (885 N) 703**Schurch & Cie, Neuchâtel**
Commerce de gros fondé en 1833**Fachschriften-Verlag & Buchdruckerei A. G., Zürich****XII. ordentliche Generalversammlung**Samstag, den 29. März 1919, nachmittags 2½ Uhr
im Bureau der Gesellschaft, Hirschengraben 82, Zürich 1**TRAKTANDEN:**

1. Protokoll.
2. Vorlage des Geschäftsberichtes und der Rechnung pro 1918.
3. Bericht der Kontrollstelle.
4. Abnahme der Bilanz, der Gewinn- und Verlustrechnung und Decharge-Erteilung an den Verwaltungsrat.
5. Beschlussfassung über die Verwendung des Reingewinns.
6. Wahl der Kontrollstelle. (1254 Z) 721.

Bilanz, Gewinn- und Verlustrechnung, der Geschäftsbericht sowie der Revisorenbericht liegen von heute an zur Einsicht der Herren Aktionäre im Bureau der Gesellschaft auf. Der Ausweis über den Aktienbesitz hat durch Einreichung eines Nummernverzeichnisses bis zum 27. März an die Gesellschaft zu erfolgen.

Zürich, den 19. März 1919.

Der Verwaltungsrat.**Act.-Gesellschaft für Nutzbarmachung der Wasserkraft an der Glatt in Bülach****29. ordentliche Generalversammlung**Dienstag, den 8. April 1919, nachmittags 3 Uhr,
im Restaurant du Pont in Zürich (I. Stock)**TRAKTANDEN:**

1. Berichterstattung des Verwaltungsrates.
2. Vorlage der Rechnung pro 1918 und Decharge-Erteilung an den Verwaltungsrat. 711.
3. Beschlussfassung über die Verwendung des Reingewinns.
4. Wahl von 2 Rechnungsrevisoren und des Snppleanten.
5. Verschiedenes.

Jahresbericht sowie Gewinn- und Verlustrechnung nebst Bilanz liegen zur Verfügung beim Präsidenten Herrn Louis Nicolet in Bülach.

Zürcher Ziegeleien in Zürich

Der Dividenden-Conpon Nr. 6 unserer Aktien wird von heute an eingelöst mit:

5 % = Fr. 25 per Aktie

(1216 Z) durch 7121

Betriebsbureau, Glaschübelstrasse 58.
Schweiz. Bankgesellschaft, Zürich.
Schweiz. Volksbank, Zürich.

Zürich, 15. März 1919.

Der Verwaltungsrat.**Beteiligung**

Aussichtsreiches, im Inlande gut eingeführtes und mit grossen Exportaufträgen versehenes Fabrikationsgeschäft der Bedarfsartikelbranche sucht per sofort zur Erhöhung der Betriebsmittel stillen Teilhaber mit einer Einlage von

50-100 Mille

gegen Sicherstellung, hohen Zins und Gewinnanteil.

Als Reflektanten kommen nur Schweizer von Geburt und Selbstgeber in Betracht, welche Ihre diesbezüglichen Offerten unter Chiffre Q 234 T an Publicitas A. G. in Bern, zu richten belieben.

Basler Kantonalbank
Staatsgarantie

Wir sind bis auf weiteres Abgeber von

5 % Obligationen unserer Bank
auf 5 Jahre fest.

(26 Q) 9 Die Direktion.

Vereinigte Leinenwebereien Worb und Scheitlin & Cie. A. G.
(vormals Mechanische Leinenweberei Worb)**4½ % Anleihen I. Hyp. von Fr. 450,000 von 1904**

Zur Rückzahlung auf 30. Juni 1919 sind folgende 14 Obligationen von je Fr. 1000 ausgelöst worden, deren Verzinsung vom genannten Tage an aufhört:

Nr. 84, 106, 121, 138, 181, 184, 186, 215, 297, 302, 308, 354, 419 und 433.

Die mit sämtlichen unverfallenen Coupons abzulebenden Obligationen werden spesenfrei eingelöst in (2448 Y) 710.

Bern: bei der Kantonalbank von Bern und ihren Zweiganstalten,
Aarau: bei der Aargauischen Kreditanstalt.

Restanten: keine.

BANCA ITALIANA DI SCONTO

Siège social et direction centrale à ROME

MM. les porteurs d'actions de L. 500 sont informés que l'assemblée générale des actionnaires, tenue à Rome le 12 mars 1919, a fixé à

L. 35.— par action de L. 500

le dividende pour l'exercice de 1918.

Ce dividende peut être encaissé au cours du jour des Lires contre remise du coupon n° 4 aux caisses de l'Union de Banques Suisses, à Zurich.

ROME, le 12 mars 1919.

(1243 Z) 722

BANCA ITALIANA DI SCONTO.**Prima Hartholz-
Meilerkohlen**

Liefert beständig zu vorteilhaftesten Preisen, wagonweise und in kleineren Posten.

E. Hediger - Baumgartner,
Köhlerprodukte,
271 St. Crochenaz. 2281Buchführung
Ordnung zuverl., rasch, diskret
vernachl. Buchführungen
Invent. u. Bilanzen, Bücher-
expertisen, Einführung des
amer. Buchführ. nach prakt.
System, mit Geheimbuch,
Prüfung Refer. Komme auch
nach ausw. H. Hediger, Neu-
Beckenhofstr. 15, Zürich 4**Papiers de soie**Demandez offres échant. à
Geissel & Co.

Chaux-de-Fonds. 308

MUSTERMESSE BASEL**Erstklassige****Fabrik-Ansichten**für Ausstellungstafeln / Reklame-
Plakate / Briefbogen / Faktionen / Kar-
ten / Kataloge etc. • Feinste Vervielfäl-
tigungen in allen mod. Verfahren.**Graphische Anstalt
Heinr. Wiemken Basel**
Gegründet 1893 • Telefon 3550**Schweden, Norwegen
Dänemark, Holland****Grosstransporte u. Stückgüter
Import und Export**besorgt als Spezialität zu
festen Uebernahmepreisen**Basler Lagerhausgesellschaft, Basel**
Société d'Entrepôts de Bâle

Internationale Transporte

Nichtigkeits-Erklärung

Der von der Schweizerischen Volksbank in Basel ausgestellte, nachstehend verzeichnete Titel ist verloren gegangen: Mantel zu Stammantell Nr. 5402 von Fr. 1000, lautend auf Herrn Gustav Adolf Maune, Küfermeister, Basel. (1591 Q) 703.

Ferner die Einlagehefte Nr. 20,882 lautend auf Fräulein Lina Schoch, Basel, mit einer Einlage von Fr. 613.30, Nr. 11,078 lautend auf Frau Lydia Meyersrock, Hölstein, mit einer Einlage v. Fr. 121.10.

Allfällige Inhaber dieses Stammanteils oder dieser Einlagehefte werden hiermit angefordert, dieselben innert sechs Monaten, von heute an, der Unterzeichneten vorzuweisen, widrigenfalls solche als kraftlos angesehen und an deren Stelle neue ausgestellt würden.

Schweizerische Volksbank, Basel

DISTRICT D'YVERDON

Dans sa séance de ce jour, le président du Tribunal du district d'Yverdon a prolongé jusqu'au mardi quinze avril prochain, le délai d'intervention dans le bénéfice d'inventaire de la succession de WILLIAM GILLIAND, vivant agent d'affaires patenté, à Yverdon. 714

Donné à Yverdon ce 15 mars 1919.

Le président:
ERNEST FISCHER.**Terrains industriels**

sont à vendre

Excellente occasion pour industriel désirant construire usine ou fabrique, desservie par une ligne de chemin de fer. Ces terrains sont situés à quelques minutes de la gare de La Chaux-de-Fonds.

Adressez offres sous chiffres P 20970 G à Publicitas A. G., La Chaux-de-Fonds. 432

(Q²⁶ T) Für Ferienheim, Anstalt, Sanatorium ca. 80 gebräunte, saubere 672**Betten**

wie neu.

Anfragen unter Chiffre Q 234 T an Publicitas A. G., Bern

Goth & Co

Transports internationaux

Bâle - Anvers - St-Gall

Membre du Syndicat S. M. E. S., Berne

Services d'exportation et d'importation

pour l'Angleterre, l'Amérique du Sud et du Nord et les Pays du Nord,
via Bordeaux, Le Havre, Rouen, Dieppe, Le Tréport, Boulogne s. mer,
Londres et Liverpool et vice-versa
Expéditions régulières pour l'Alsace-Lorraine
et le Luxembourg directement de Bâle

Trains spéciaux autorisés de Bâle directement pour la Belgique
via l'Alsace-Lorraine. — Messieurs les clients sont priés de nous
faire savoir leur tonnage et détails.

Pour renseignements s'adresser à

Goth & Co., Bâle et St-Gall

(1897 Q) 607

S. A. des Cinémas Suisses, Genève

MM. les actionnaires sont convoqués en

assemblée générale ordinaire

pour samedi 22 mars 1919, à 2½ h. de l'après-midi, à l'Hôtel de la Cloche,
à Lausanne, avec l'ordre du jour suivant:

- 1° opérations statutaires,
- éventuellement 2° démission du conseil d'administration,
- 3° renouvellement du conseil d'administration.

Le bilan, le compte de profits et pertes et le rapport des vérificateurs
des comptes sont à la disposition des actionnaires au bureau du secrétaire,
M. M. LAZARE, 8, rue Haldimand, à LAUSANNE. (11000 L) 616

Le conseil d'administration.

Bank für Handel u. Industrie Banque Commerciale et Industrielle Zürich

Die Herren Aktionäre unserer Gesellschaft werden hiermit zur

XII. ordentlichen Generalversammlung

auf Samstag, den 23. März 1919, vormittags 11½ Uhr, ins Zunfthaus zur
Zimmerleuten, in Zürich 1, Rathausquai 10 eingeladen.

TRAKTANDEN:

1. Entgegennahme des Geschäftsberichtes und des Berichtes der Kontrollstelle über das Rechnungsjahr 1918.
2. Erteilung der Decharge an den Verwaltungsrat.
3. Feststellung der Durchführung des in der Generalversammlung vom 8. Februar 1915 beschlossenen Aktienumtausches.
4. Wahl der Kontrollstelle für 1919.

Die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung sowie der Bericht der
Kontrollstelle liegen vom 20. März ab zur Einsicht der Herren Aktionäre auf.
Die Zutrittskarten für die Generalversammlung können gegen Vorwei-
sung der Aktien an unsern Schaltern in Zürich (Bahnhofstrasse 39) bis und
mit 27. März 1919 bezogen werden.

Zürich, den 26. Februar 1919.

Für den Verwaltungsrat:
Der Präsident: Wilczek.

(1027 Z) 543.

BASLER HANDELSBANK

Die 56. ordentliche Generalversammlung der Aktionäre der Basler Handelsbank

am Donnerstag, den 27. März 1919, vormittags 11 Uhr, im Sitzungssaal der
Bank, Freiestrasse 90, in Basel stattfinden.

Die Traktanden sind:

1. Prüfung und Abnahme des Berichtes des Verwaltungsrates und der
Jahresrechnung unter vorhergehender Berichterstattung der Kontroll-
stelle. (1463 Q) 657
2. Dechargeerteilung an den Verwaltungsrat und die Direktion.
3. Beschlussfassung über die Verwendung des Reingewinnes und die aus-
zuzahlende Dividende.
4. Wahl der Kontrollstelle.

Behufs Teilnahme an der Generalversammlung müssen die Aktien bis
21. März inclusive an unserer Kasse in Basel, oder bei unserer Wechselstube
in Zürich, Bahnhofstrasse 20, oder bei unserer Niederlassung in Gené, 6, Rue
du Rhône, gegen Empfangsschein deponiert werden, wo dieselben unmittelbar
nach der Generalversammlung gegen Rückgabe der Scheine wieder bezogen
werden können.

Der Verwaltungsrat der Basler Handelsbank.

Zuckermühle Rapperswil A.-G., Rapperswil

Der Dividendencoupon Nr. 6 unserer Aktien wird von heute an mit

Fr. 40.—

eingelöst bei der Aarg. Creditanstalt in Aarau oder an unserer Kasse in
Rapperswil. (404 A) 720

Rapperswil, den 18. März 1919.

Der Verwaltungsrat.

BORDEAUX - MARSEILLE - GENUA

Unsere regelmäßigen direkten Sammelwagen

ab Basel und Zürich

nach vorgenannten Häfen mit Anschluss an jede Ver-
schiffungsgelegenheit nach Uebersee empfehlen wir bei
constanten Bedingungen.

Tel. Basel 2210.

Tel. Zürich-Sehnen 7184

Jacky, Maeder & Co.

BASEL, CHIASSO, ZÜRICH

Internationale Transporte.

Hypothekenbank in Basel

Ordentliche Generalversammlung der Aktionäre

Montag, den 24. März 1919, vormittags 11 Uhr
im Schmiedenhof (Gerbergasse Nr. 24)

Traktanden:

1. Entgegennahme des Berichtes und der Rechnung des Verwaltungsrates für
das Jahr 1918 sowie des Berichtes der Rechnungsrevisoren, Entlastung der
Verwaltung.
2. Festsetzung und Verwendung des Jahresertrags.
3. Aenderung der Statuten: §§ 27 bis 29 betreffend Besetzung der Direktion
und Vertretung der Gesellschaft.

Bericht und Rechnung nebst dem Bericht der Revisoren können vom
15. März 1919 an bei der Bank bezogen werden; ebendasselbe werden die Zutrittskarten
für die Generalversammlung bis 21. März gegen Hinterlegung der Titel oder gegen
schriftlichen mit Nummernverzeichnis versehenen Ausweis über den Aktienbesitz ver-
abfolgt. (1819 Q) 548

BASEL, den 5. März 1919.

Der Verwaltungsrat.

Oeffentliches Inventar — Rechnungsruf

Gestützt auf Art. 580 ff. des schweiz. Zivilgesetzbuches und Art. 80
und 81 des kantonalen Einführungsgesetzes zu demselben hat die Ständes-
kommission die Aufnahme eines öffentlichen Inventars bewilligt über den
Nachlass des am 27. Februar 1919 in Unterschalt verstorbenen Hauptmann
Johann Baptist Peterer, von Schlatt, Appenzell, Inhaber der Firma Joh. Bapt.
Peterer, Appenzell, Schweinehandlung.

Sämtliche Gläubiger und Schuldner des Genannten, mit Einschluss
der Bürgschaftsgläubiger, werden hiermit aufgefordert, ihre Forderungen
und Schulden schriftlich und spezifiziert, unter Beilage der Belege, bis
spätestens den 20. April 1919 bei der unterzeichneten Amtsstelle anzumelden.
Bezüglich der Folgen der Nichtanmeldung wird auf Art. 590 des
schweiz. Zivilgesetzbuches aufmerksam gemacht. (1274 G) 708 I

Appenzell, den 15. März 1919.

Die Landeskantlei.

Mines de charbon de Semsales

MM. les actionnaires sont convoqués en

assemblée générale

pour le lundi 31 mars 1919, à 2 h. du jour
au siège social, à FRIBOURG, Rue de St-Nicolas N° 160

TRACTANDA:

1. Rapport et bilan pour 1918.
2. Rapport des contrôleurs.
3. Approbation des comptes.
4. Augmentation du capital actions.

715 I

Les comptes au 31 décembre 1918 ainsi que le rapport des contrôleurs
sont à la disposition de MM. les actionnaires au siège social à partir du
24 mars 1919.

Les cartes d'admission à l'assemblée seront délivrées au siège social,
à Fribourg, Rue de St-Nicolas N° 160, du 21 au 28 mars 1919, contre
présentation des actions ou certificats délivrés par les maisons de banque,
dépositaires d'actions.

Le conseil d'administration.

S. A. TRAM ELETTRICI MENDRISIENSI

AVVISO

I signori azionisti sono convocati in **ASSEMBLEA ORDINARIA** per il
giorno di **domenica 6 aprile 1919**, alle ore 2½ pom., nel Palazzo Munici-
pale di Mendrisio, col seguente

ORDINE DEL GIORNO:

1. Relazione del consiglio di amministrazione sull'esercizio 1918.
2. Presentazione del conto-reto.
3. Rapporto dell'ufficio di controllo.
4. Deliberazioni sulla gestione 1918.
5. Nomine statutarie.
6. Eventuali.

(8319 Q) 718

Il conto-reto sarà distribuito a stampa il giorno dell'assemblea.
Saranno ammessi alla riunione coloro che comprovano il possesso di azioni.

CHIASSO, il 16 marzo 1919.

Il presidente: AD. SOLDANI.

BANCA DELLA SVIZZERA ITALIANA, LUGANO

PAGAMENTO DI DIVIDENDO

Si avvisano i signori azionisti della Banca della Svizzera Italiana che, a sensi
della deliberazione dell'assemblea generale tenutasi il 15 corrente, il dividendo per
l'esercizio 1918 sul capitale di fr. 5.000.000.—, stabilito nella misura del 7½ %, è
immediatamente esigibile alle nostre casse in Lugano, presso le nostre agenzie, agenti
e rappresentanze nel cantone, contro la cedola n° 46 in: **Fr. 15.— per azione.**

LUGANO, 17 marzo 1919.

(8317 Q) 719

LA DIREZIONE.